



HAITI

Allocution
de
Son Excellence Monsieur René Préval
Président de la République d'Haïti

à la Soixante Troisième Session Ordinaire
de l'Assemblée Générale des Nations Unies

New York, le 26 Septembre 2008

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société civile,

Il y a tout juste un an, je rappelais devant cette assemblée que je portais par devant elle la parole d'un peuple qui, depuis deux cents ans, endure l'expérience d'une profonde souffrance résultant de toutes sortes de privations matérielles et d'une totale vulnérabilité face aux risques et aux désastres naturels.

J'étais alors loin de penser que je me retrouverais ici un an plus tard, avec comme toile de fond l'image de centaines d'enfants, de femmes et de vieillards emportés par les eaux, de centaines de milliers d'habitants se retrouvant subitement sans abri, de dizaines de milliers de tonnes de récolte agricole détruites en quelques heures, sans parler des innombrables dommages causés aux infrastructures de base telles que voies de communication, ouvrages d'art, systèmes d'irrigation, transport électrique etc.

Dire que ces cataclysmes surviennent seulement quatre mois après les premiers mouvements de colère de la population contre la flambée des coûts des denrées alimentaires, mouvements qui seront répliqués presque à l'échelle de la planète, comme pour exprimer un cri collectif des pauvres à ce qui s'annonçait au-delà d'une simple crise alimentaire mondiale, comme le refus d'un ordre dont les pauvres ont été trop longtemps les seuls à faire les frais.

Les dégâts causés par le passage de ces quatre ouragans successifs en moins d'un mois nous font reculer de plusieurs années.

Ils mettent à rude épreuve nos capacités de résistance, surtout lorsqu'il faut tenir compte que toutes ces victimes, de même que leur famille, toutes ces entreprises, grandes ou petites, sont livrées à elles-mêmes et attendent de l'État et de l'État seul, les moyens de leur relèvement ou de leur retour en affaires, faute de systèmes d'assurance de marché adéquats pour compenser les pertes résultant de ces nombreux dommages.

Monsieur le Secrétaire Général,

Je ne saurais assez vous remercier du grand élan de sympathie que le système des Nations Unies a démontré en faveur des Haïtiens après ces catastrophes.

Comment vous remercier de la mobilisation que les agences des Nations Unies sur le terrain ont orchestrée pour porter secours aux plus vulnérables et aider les familles sinistrées à faire face aux problèmes les plus urgents?

Comment remercier les nombreux pays amis qui ont très rapidement mobilisé leurs ressources propres et leur logistique pour venir en aide aux Haïtiens?

Comment traduire notre reconnaissance vis-à-vis de ces manifestations de compassion et ces nombreuses initiatives de solidarité en provenance de la société civile et du secteur privé de ces pays amis?

Comme les grands maux n'arrivent pas sans compensation, comment pourrais-je ne pas prendre en compte ce gigantesque mouvement de solidarité issu de l'intérieur de notre pays lui-même, impliquant dans une mobilisation sans pareille le secteur privé, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales, sans oublier évidemment nos millions d'Haïtiens vivant à l'étranger, tous s'efforçant de travailler en synergie avec les pouvoirs locaux et les agences spécialisées de l'État central?

Malgré les souffrances que les Haïtiens endurent aujourd'hui en raison de l'effet cumulatif des calamités qui leur tombent sur la tête, je ne puis m'empêcher de porter mon regard sur nos voisins, comme Cuba, la République Dominicaine, le Mexique, nos pays frères de la CARICOM, et même certains États de la Côte Sud des États-Unis qui ont, eux aussi, enduré d'importants dommages résultant de ces premiers ouragans de la saison.

Comment ne pas avoir aussi en mémoire le spectacle des cataclysmes qui ont également frappé l'Inde, le Bangladesh et d'autres régions du continent asiatique?

Mais, par delà ces calamités que nous pourrions, avec une certaine facilité, imputer à la nature, comment ignorer les autres calamités dont nous, humains, sommes directement responsables, à travers les faits de guerre et de destruction que nous orchestrions avec acharnement en divers points de la planète?

A tous les citoyens de ces pays affectés par la violence des hommes et les calamités naturelles, à leurs familles et à leurs représentants, ici, dans cette assemblée, j'adresse au nom des Haïtiens, mes meilleurs vœux de courage dans leur effort de reconstruction, dans leur quête pour la paix et le bonheur; et je les accompagne dans cet effort, de l'assurance de notre sentiment de solidarité et de fraternité.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Tout en saluant cet immense élan de solidarité envers mon pays, tout en m'inclinant devant la générosité qui l'anime, tout en reconnaissant son caractère de nécessité par rapport aux besoins immédiats des personnes sinistrées, je ne peux m'empêcher d'attirer votre attention sur les inquiétudes qu'il soulève pour les Haïtiens.

Je suis inquiet parce que je connais la profondeur du mal qui nous affecte.

Je suis inquiet parce que j'appréhende le moment où cette solidarité, une fois épuisée avec la première vague de compassion humanitaire, nous laissera comme chaque fois, seul mais vraiment seul, face à de nouvelles catastrophes, pousser à recommencer, comme dans un rituel, les mêmes exercices de mobilisation.

Je suis inquiet parce que les Haïtiens risquent de se retrouver seuls pour assurer la seule vraie tâche qui est à entreprendre aujourd'hui: celle de la reconstruction du pays, de ses capacités productives et de ses équipements sociaux.

Celle d'un nouveau rêve à donner à notre jeunesse ; d'un nouvel espoir à donner aux pauvres ; d'une nouvelle confiance à redonner à nos concitoyens, toutes tendances politiques confondues.

Un projet de reconstruction pensé selon une approche systémique et pouvant compter sur une véritable solidarité pour mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Voilà pourquoi nous sommes sceptiques vis-à-vis de l'aide alimentaire importée et des modalités traditionnelles selon lesquelles elle s'exerce.

Nous devons briser le paradigme de la charité dans notre approche de la coopération internationale.

Parce que la charité n'a jamais aidé aucun pays à sortir du sous-développement.

Les Indiens qui ont habité nos terres et les Africains qui les y ont remplacés par la suite, ont aidé une bonne partie de l'humanité à édifier son opulence actuelle.

Nous sommes de rudes travailleurs, pétris par le dur labeur et dotés d'un sens aigu pour la création d'entreprises et le commerce.

Si la communauté internationale veut faire quelque chose d'utile avec nous c'est d'aider les Haïtiens à mettre en valeur ce potentiel.

Je suis persuadé que la libéralisation du commerce peut être bénéfique pour l'humanité, en particulier pour les pauvres qui ont la possibilité de produire pour un marché plus grand.

A condition que cette libéralisation se fasse sans hypocrisie, ni mystification et sur la base de règles claires, transparentes qui sont les mêmes pour tous et que les puissances qui les promeuvent commencent d'abord par respecter.

Mettre en place et maintenir de véritables capacités productives et commercialiser dans des conditions équitables sont les conditions premières pour que les pays pauvres fassent sauter la chaîne de la pauvreté.

Le jour où l'aide au développement se réalignera sur ce critère, alors la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde prendra un nouveau tournant sur cette planète.

On s'apercevra alors que les pauvres ne sont pas si pauvres que cela.

On s'apercevra qu'ils ont à leur disposition des actifs que les politiques publiques, les institutions et les programmes de coopération ne valorisent pas suffisamment.

On s'apercevra que les terres et les maisons sans papiers qu'ils possèdent et les commerces informels qu'ils entretiennent, sont aussi des capitaux qui peuvent circuler valablement dans l'économie et participer ainsi à la création de nouvelles richesses.

J'ai commencé avec certains de nos partenaires les discussions pour procéder rapidement à une évaluation exhaustive des besoins nouveaux créés par les dommages à nos infrastructures, avec la perspective d'élaborer un plan global de reconstruction, qui servira de fil conducteur pour les efforts de coopération avec notre pays.

Monsieur le Président,

Mardi dernier, à l'occasion de l'ouverture de cette 63^{ème} session de notre Assemblée générale, j'ai écouté votre déclaration d'ouverture avec beaucoup d'attention. La création de l'Organisation des Nations Unies a été une conquête importante dans l'histoire de la lutte de l'humanité pour remédier à la misère et construire un monde de paix basé sur l'équité et le respect des droits de chacun.

Cette organisation demeure encore le principal lieu privilégié pour débattre des problèmes de notre planète et faire entendre la voix des pauvres et des laissés pour compte.

Il ne faut pas laisser que son fonctionnement soit entravé par une incapacité à prendre en considération la voix que sa majorité exprime.

Il ne faut pas laisser que ses agences apprennent à exister pour elles-mêmes, en laissant au second plan, la mission de service premier qui est à la base de leur fondation.

Je suis donc d'accord avec vous, Monsieur le Président, que notre organisation a besoin d'une réforme en profondeur, pour qu'elle devienne plus efficace, plus transparente et véritablement démocratique.

Sans quoi, elle risque de devenir objet de ressentiment pour les petits et objet de dérision pour les grands.

Nous n'avons pas besoin de cela en ces jours difficiles et incertains où notre planète est mise à rude épreuve par une combinaison de crises de toutes sortes ; crises multidimensionnelles dont la résolution dépendra de notre capacité collective à y faire face d'une manière efficace, solidaire et équitable.

Le dialogue de haut niveau que vous avez annoncé sur la démocratisation de l'Organisation des Nations Unies, si nous l'abordons avec courage et détermination, nous mettra sur la piste des transformations à apporter à ses structures et à son mode de fonctionnement.

De telles réformes ne peuvent être qu'une source d'inspiration et de modèle pour les petits pays, en proie comme nous à des difficultés de longue date, pour mettre fin à notre fragilité institutionnelle, et parvenir à la stabilité politique et à un état de droit pleinement opérationnel.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Vous faites partie de ceux à qui le sort a confié les destins de notre planète.

Le Monde qui se refait autour de nous est un monde où richesse et pauvreté ne peuvent plus se confiner à l'intérieur d'espaces clos, séparés par des frontières infranchissables. Le changement climatique ne connaît pas de frontière.

Les virus et les maladies sont des sans papiers insaisissables.

La faim du pauvre est une menace pour le bonheur du riche.

La question qui nous est posée collectivement aujourd'hui est celle-ci :

Périrons-nous ensemble parce que nous n'avons pas su assumer notre mission avec courage ?

Où accepterons-nous de nous mobiliser pour un nouveau projet d'humanité, articulé autour d'une nouvelle forme de gouvernance solidaire et responsable pour sauver notre belle planète et donner à nos enfants la chance de construire un monde meilleur ?

Merci de votre attention.